

CONSEIL DEPARTEMENTAL de l'ENVIRONNEMENT et des RISQUES SANITAIRES et TECHNOLOGIQUES

RAPPORT DE PRESENTATION

SEANCE : 27 novembre 2007

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Arrêté de prescriptions complémentaires relatives aux activités de verrerie de la société O-I MANUFACTURING FRANCE à Béziers

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
Annexe 1 : plan et photo de situation
Annexe 2 : plan et photo des installations

I - OBJET DU PRESENT RAPPORT, DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

I.1 - Objet

La société O-I MANUFACTURING France dont le siège social est 64 boulevard du 11 novembre 1918 à VILLEURBANNE (69611) exerce une activité de fabrication de verre qui entre dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié (transposition de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution dite « Directive IPPC »). Cet arrêté fixe la fourniture tous les 10 ans d'un bilan de fonctionnement des installations dont le contenu doit permettre de vérifier la conformité des installations aux exigences de la directive et notamment à la mise en œuvre des meilleures des technologies disponibles (MTD).

Par courrier en date du 14 juin 2007, la société O-I MANUFACTURING FRANCE sise à Béziers a transmis à l'inspection des installations classées le bilan périodique de fonctionnement de ses installations pour la période 2000-2006.

Le présent rapport est présenté dans le cadre du réexamen périodique des conditions initiales d'autorisation (dernière autorisation avec enquête publique en date du 2 novembre 1999).

Les éléments d'appréciation des suites à donner à cet examen sont issus :

- des études réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, et en particulier
 - l'étude d'impact en date de mai 1999
 - le bilan périodique de fonctionnement en date du 7 juin 2007
 - L'évaluation des risques pour la santé en date du mois d'août 2006
- des constats effectués par l'inspection des installations classées, et en particulier
 - lors de l'inspection en date du 7 novembre 2006
- des obligations réglementaires tirées en particulier
 - du code de l'environnement
 - du décret 77-1133 relatif aux installations classées en date du 21/09/1977
 - de l'arrêté ministériel relatif aux prélèvements, consommations et rejets des installations classées soumises à autorisation en date du 2 février 1998
 - de l'arrêté ministériel relatif aux bilans de fonctionnement des installations IPPC en date du 29 juin 2004 modifié et circulaires d'application en dates du 6 décembre 2004 et du 25 juillet 2006,
 - de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale
 - de l'arrêté préfectoral d'actualisation en date du 2 novembre 1999
- des BREF¹ « verreries » (GLS - document adopté 12/2001)
- de la priorité à donner à la réduction des émissions industrielles de NOx dans le cadre des action 8 du Plan Régional Santé Environnement (arrêté 060342 du préfet de la région Languedoc Roussillon en date du 3 juillet 2006) ;

I.2 - Présentation de la société

L'identité de l'exploitant ainsi que les capacités techniques et financières dont il fait état sont résumées ci-dessous

Identité	Société O-I MANUFACTURING FRANCE
Capacités techniques	Ce site est exploité depuis septembre 2000 dans le cadre du groupe international O-I (Owens-Illinois) spécialisé dans le domaine de la fabrication de verres notamment, lequel apporte son appui technique, notamment sur les aspects Environnement/Santé/Sécurité. Aucun contentieux environnemental avec l'inspection des installations classées n'est identifié.
Capacités financières	Aucune incapacité financière à maîtriser les aspects environnementaux n'est identifiée. Le chiffre d'affaires de l'établissement est de l'ordre de 24,5 M€ sur la base d'une production annuelle de 148 000 t (365 260 000 cols). Moins de 2 % des ventes (dont la majorité au sein de la CEE) sont à l'export.
Droits fonciers	O-I MANUFACTURING FRANCE est propriétaire des terrains depuis 2000.

Les principales caractéristiques du site sont les suivantes :

Activité principale	Production de verres creux
Capacité de production	500 t/j dans la limite de 150 000 t/an
Effectif	110 personnes
Surface occupée par les installations	Environ 32 ha

¹ Un BREF (Bat REFerence document) est un document de référence des meilleures techniques disponibles (Best Available Techniques – BAT – en anglais) publié (téléchargeable sur internet) par la commission européenne. Il existe des BREF de branche d'activité (toutes les branches ne sont pas encore couvertes) et des BREF « transversaux » (tel que celui relatifs aux principes généraux de surveillance).

I.3 - Localisation

Le site est implanté sur la commune de Béziers et s'intègre dans la ZAC de Béziers ouest, en bordure de la route nationale n°112. La verrerie s'étale sur 32 ha avec 48000 m² de bâtiments (ateliers et stockages couverts) et 27 ha de surfaces non couvertes dont 25000m² de surfaces goudronnées (voiries, parkings).

Le site est entouré par des entreprises de la ZAC. Les plus proches habitations sont à au moins 150 m des limites de propriété.

I.4 - Description des installations

Le site se découpe en plusieurs parties :

- le bâtiment de préparation du mélange vitrifiable
Il regroupe les équipements de réception, stockage (12 silos de 3000 m³) et convoyage des matières premières (sable, calcaire, carbonate de soude, phonolite, chrome, sulfate de soude, poussières de coke, calcin) composant le mélange vitrifiable.
- le bâtiment de process (fusion, fabrication et secteur froid)
Il abrite l'ensemble du procédé de vitrification avec
 - . 1 four et les feeders associés fonctionnant au gaz naturel ou au fioul lourd TBTS,
 - . 3 lignes de production de bouteilles comprenant chacune un poste de traitement de surface à chaud,
 - . 3 fours ou "arches" destinés à la recuisson des bouteilles par chauffage au gaz naturel et associés à un traitement de surface à froid,
 - . 1 atelier de tri des articles,
 - . 1 atelier de conditionnement des bouteilles (emballage/houssage)
 - . des locaux annexes pour le stockage d'huile de graissage et des tenues d'intervention (EPI)
- l'atelier moulerie
Il permet la maintenance, le nettoyage et la réparation des moules et autres équipements en contact avec le verre (machines d'usinage, de rectification, d'ajustage de grenailage).
- la centrale fluides
Elle comprend 7 tours aéroréfrigérantes, 1 cuve de fioul domestique (FOD), 3 cuves de stockage d'huile de graissage machine, 1 cuve vide de 6 m³.
- le stockage de fioul lourd
Il correspond à une cuve aérienne de 540 m³.
- le station d'épuration
Les rejets industriels subissent un traitement physico-chimique avant rejet dans le réseau d'eaux usées.
- divers bâtiments (stockage...)
On recense un atelier de maintenance, un local de stockage d'emballage, un local de tri des palettes, quatre hangars de stockage des produits finis palettisés, un poste de distribution de FOD, un groupe électrogène avec deux cuves de FOD associées, des locaux administratifs.

I.5 - Situation administrative et importance des installations

La situation administrative des installations déclarées par l'exploitant (ainsi que le schéma général d'implantation correspondant), figurent en annexes 1et 2 au présent rapport :

- Le site relève globalement du régime de l'autorisation pour les rubriques
 - 1510
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.
Le volume des entrepôts étant :
 - 1. supérieur ou égal à 50 000 m³
 - 2530.1.a
Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant :
 - 1. pour les verres sodocalciques :
 - a) supérieure à 5 t/j
 - 2531
Verre ou cristal (travail chimique du)
Le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant :
 - a) supérieure à 150 l
 - 2920.2.a
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa,
 - 2. dans tous les autres cas :
 - a) supérieure à 500 kW
 - 2921
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)
 - 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé » :
 - a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW
- L'exploitation du site est autorisée dans le cadre de l'arrêté d'autorisation du 2 novembre 1999 pour une capacité de production de 500 t/j.
- Aucune modification notable n'est enregistrée depuis la dernière enquête publique.

Parmi les substances identifiées par l'exploitant comme susceptibles d'être présentes sur le site ou émises par les installations, il n'est signalé aucune substance de type CMR (agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction : toute substance ou toute préparation étiquetée R45 ou R49, R46, R60 et R61).

Ce site, du point de vue des objectifs de l'inspection des installations classées, entre dans la catégorie des sites à enjeux en raison de ses émissions en SO₂, NO_x, poussières, HCl, HF et métaux.

II - ETUDE DES ENJEUX ET JUSTIFICATION DES RISQUES RESIDUELS PAR L'EXPLOITANT

II.1 - Eléments dominants de la sensibilité de l'environnement

Les informations fournies par l'exploitant relatives aux enjeux environnementaux et impacts, ont été examinées de façon systématique et successivement pour chacun des thèmes environnementaux.

La société O-I Manufacturing France est implantée dans la ZAC de la Courtade de Béziers ouest.

Le contexte environnemental peut être résumé de la façon suivante :

- Les premières habitations sont situées à au moins 150 m des limites de propriété du site ;

- Le domaine de Lézigno est à 250 m au nord-est du site;
- Le bourg de Montady se situe à 1 km au sud ;
- Le bourg de Maureilhan se situe à 500 m au nord-ouest ;
- Une salle des fêtes et la SCI Maison de retraite sont localisés à plus de 300 m du site ;
- Le centre ville de Béziers est situé à 5,5 km à l'ouest du site ;
- Deux zones artisanales sont recensées : l'une à l'ouest, l'autre à plus de 800 m au sud ;
- Une zone réservée à l'exploitation agricole, viticole, à l'élevage et à l'exploitation des ressources du sous-sol est prévue au nord et à l'est ;
- L'étang d'Ensérune, appelé l'Etoile d'Ensérune, localisé à 1400 m au sud de Montady, est classé au patrimoine de l'UNESCO ;
- Deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont recensées : celle d'Oppidum d'Ensérune à 4 km au sud-ouest du site et celle de Ripislv sur l'Orb à 3,25 km au nord-est ;
- Le cours d'eau le Lirou s'écoule à 400 m au nord-est du site ;
- La RN 112 borde le site en limite de propriété au nord et au nord-est ;
- La voie ferrée reliant Colombiers à Cazouls-lès-Béziers passe à 100 m à l'ouest et au nord-ouest, en bordure de la ZAC ;
- Les terrains de la ZAC borde le site à l'est et des terrains à vocation industrielle et artisanale au sud, sud-ouest et à l'ouest ;
- Une ligne EDF haute tension longe le site au sud-est.

II.2 - Justification par l'exploitant des mesures de maîtrise

Les mesures de gestion prises ou projetées par l'exploitant pour prévenir ou limiter les impacts potentiels liés aux émissions chroniques, ainsi que leur efficacité constatée ou prévue par l'exploitant figurent dans le bilan périodique de fonctionnement. Le positionnement des mesures prévues par l'exploitant en regard de la documentation de référence disponible sur les meilleures techniques disponibles (les BREF publiés par la CEE) y est effectué.

Les choix des mesures de maîtrise des impacts en place sont justifiés dans le cadre d'une approche intégrée non méthodique, mais envisageant tous les aspects environnementaux.

Justification par l'exploitant du respect des obligations réglementaires

L'efficacité des mesures prévues par l'exploitant répond aux obligations réglementaires découlant des règlements identifiés en partie I du présent rapport. Les rejets en poussières répondent aux obligations réglementaires de l'arrêté préfectoral : les valeurs du flux spécifique en poussières restent inférieures à la valeur maximale réglementaire (0,35 kg/tv) bien que les concentrations en poussières soient régulièrement supérieures aux valeurs réglementaires (150 mg/Nm³) .

Justification par l'exploitant des mesures organisationnelles

Les mesures organisationnelles retenues ont été comparées par l'exploitant aux meilleures techniques de management disponibles décrites dans les BREFs et en particulier le BREF « Verreries ». Il ressort de cette comparaison que l'exploitant met en œuvre un management environnemental de type « démarche de progrès » tel que prévu dans le BREF, permettant d'apporter des garanties d'efficacité des mesures de maîtrise des impacts.

Deux personnes sont en charge de la fonction « sécurité-environnement » du site afin de prévenir, conseiller et contrôler les actions relatives à l'environnement (veille réglementaire, gestion des déchets, mises en conformité...).

Justification par l'exploitant des mesures de remise en état du site

L'exploitant prévoit la remise en état du site après exploitation : site maintenu clos, évacuation ou élimination des déchets présents, aucun stockage extérieur, dépollution éventuelle des sols ou eaux souterraines...

Justification par l'exploitant des mesures de gestion environnementale globale du site

Les performances obtenues sur les autres aspects environnementaux sont relativement bonnes, mais des pistes d'amélioration sont identifiées par l'exploitant :

✓ Rejets aqueux

- L'exploitant étudie la mise en œuvre de mesures d'optimisation des procédés de graissage et la diminution des quantités d'huile utilisés afin de réduire les rejets en MES.

✓ Rejets atmosphériques

- L'exploitant étudie des techniques de réduction des rejets en SO₂ formé: recyclage partiel des poussières récupérées dans les filtres.

- Afin d'atteindre le seuil de 600 mg/Nm³, l'exploitant opte pour l'installation de brûleurs Low NO_x.

- L'exploitant s'oriente vers la mise en place en 2008 d'un filtre électrostatique permettant un recyclage partiel des filtrats. Le filtre permettra de réduire l'émission de poussières et de métaux.

- Concernant le HCl et le HF, l'exploitant s'appuie sur le fonctionnement optimal des hottes aspirantes des traitements de surface.

Justification par l'exploitant de la réduction des potentiels de nuisances et de risques (mesures primaires)

✓ Rejets aqueux

- L'exploitant étudie la mise en œuvre de mesures d'optimisation des procédés de graissage et la diminution des quantités d'huile utilisés afin de réduire les rejets en MES.

- La baisse des valeurs du flux spécifique en DCO s'explique par la politique d'amélioration et d'optimisation de graissage des machines (diminution des quantités d'huiles utilisées).

- L'exploitant prévoit une étude pour déterminer les causes de l'augmentation du rapport DCO/DBO et les mesures correctives associées.

- Les valeurs des paramètres mesurés sont inférieures à celles considérées comme issues de l'utilisation des meilleures technologies disponibles, à l'exception de celles de DCO supérieures à la valeur guide pour 2001 et 2002 mais qui tendent à se stabiliser à 50 mg/l.

✓ Rejets atmosphériques et odeurs

- L'utilisation de brûleurs Low NO_x envisagée compte parmi les techniques primaires de réduction des émissions de NO_x (40 à 60%).

- Depuis 2003, l'utilisation de fuel TBTS (< 1% de soufre) au profit du fuel BTS (< 2% de soufre) qui constitue une MTD, a contribué à la réduction du SO₂ formé. L'exploitant étudie des

techniques de réduction des rejets : épuration des fumées et recyclage des poussières récupérées dans les filtres. Le surcoût pour l'utilisation du fuel TBTS est de 89 k€.

- L'exploitant s'oriente vers la mise en place en 2008 d'un filtre électrostatique permettant un recyclage partiel des filtrats. Le filtre permettra de réduire l'émission de poussières et de métaux.

✓ *Bruits et vibrations*

En 2003, des pièges à son sont installés dans le local des compresseurs (en sortie des ventilateurs utilisés pour extraire l'air des salles des ventilateurs et sur l'échappement des compresseurs). Leur mise en place a coûté 20 k€. L'exploitant a missionné un organisme indépendant en vue de contrôler le respect de la réglementation sur le bruit et l'impact réel des installations.

✓ *Rationalisation de l'énergie*

Les analyses menées sur les combustibles majoritaires (gaz et fuel) permettent d'évaluer précisément les consommations. De plus, l'analyse du gaz en continu par chromatographie autorise l'asservissement d'une régulation de l'alimentation en fonction de la puissance requise par le procédé.

Justification par l'exploitant des mesures de surveillance des émissions et actions, ainsi que des mesures de confinement global du site

Les rejets atmosphériques et aqueux font l'objet d'une autosurveillance. L'exploitant assure le suivi de la production, du stockage et de l'élimination des déchets.

✓ *Rejets aqueux*

- L'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 précise les paramètres mesurés, la périodicité des analyses ainsi que les points de mesure.

L'exploitant indique que la fréquence des mesures en hydrocarbures dans le réseau d'eaux pluviales n'a pas été respectée avant 2003.

Le débit journalier en eau reste inférieur à la valeur limite fixée par la réglementation (130 m³/j). Le débit spécifique est quant à lui, stabilisé autour de 0,225 m³/tv.

- Les valeurs moyennes annuelles du pH restent bornées entre 5,5 et 8,5 conformément aux limites fixées par arrêté préfectoral du 2 novembre 1999.

- Les flux de MES rejetés sont inférieurs au 32,5 kg/j maximum imposés par l'arrêté préfectoral. A l'exception de 2001 (mise en service de la station d'épuration) et 2003, les flux totaux (≈ 220-300 kg) et spécifiques en MES (≈ 0,0016 kg/tv) restent stables. L'augmentation en 2003 résulte du changement de procédé de graissage des machines : l'utilisation d'une autre huile ne s'étant pas révélée concluante, le procédé de graissage précédent a été remis en place.

- Les flux et concentrations en DCO semblent se stabiliser autour de 4,5 kg/j et 55 mg/l, valeurs inférieures à celles de l'arrêté préfectoral respectivement de 97,5 kg/j et 750 mg/l.

- Les flux et la concentration en DBO5 diminuent depuis 2001-2002.

- Bien que les valeurs de DCO et DBO soient inférieures aux limites réglementaires, le rapport DCO/DBO maximal de 3 n'est pas respecté en 2005 et 2006.

- Les flux et les concentrations en hydrocarbures rejetés sont inférieurs aux valeurs réglementaires. L'exploitant précise que l'évolution des paramètres au cours du temps est difficilement interprétable.

- L'analyse de certains composants (azote global, phosphore total, détergent anionique, métaux lourds, plomb et étain) ne fait l'objet que d'une analyse annuelle, ne permettant donc pas

d'évaluer l'évolution des flux au cours des années. Ces résultats d'analyses sont cependant conformes aux valeurs réglementaires.

- Des concentrations en hydrocarbures inférieures à 10 mg/l ont pu être déterminées dans les eaux pluviales après leur traitement dans le séparateur d'hydrocarbures.

✓ *Rejets atmosphériques*

- Les débits d'éjection supérieurs à la valeur maximale admissible (29 000 m³/h) en 2005 et 2006 s'expliquent par le raccordement en novembre 2004 de l'évacuation des émissions des hottes de traitement de surface à chaud au conduit d'évacuation du four (mise en conformité avec l'arrêté verrier du 12 mars 2003).

- Les flux annuels en SO₂ (≈ 150 t/an) ne sont pas réglementés dans l'arrêté préfectoral. Les flux spécifiques en SO₂ sont de l'ordre de 1 kg/tv sauf en 2001 et 2006. Les concentrations en SO₂ atteignent jusqu'à 1300 mg/Nm³. L'arrêté ministériel du 12/03/2003 prévoit qu'au plus tard le 31/12/2008, les concentrations soient inférieures à 600 mg/Nm³ en fonction du type de l'unité de fusion.

- Les concentrations en NO_x varient autour de 610-900 mg/Nm³ pour une valeur réglementaire à 600 mg/Nm³ applicable depuis le 01/01/2007.

- Les concentrations en poussières sont systématiquement supérieures à la valeur réglementaire (150 mg/Nm³) sauf en 2001. Au 31 décembre 2008, la concentration maximale autorisée sera de 30 mg/Nm³.

- Les concentrations et flux en HCl sont inférieurs aux valeurs réglementaires (50 mg/Nm³ et 0,175 kg/tv) sauf pour la concentration mesurée en 2004. Au 31 décembre 2008, la concentration maximale autorisée sera de 30 mg/Nm³.

- Les concentrations et flux en HF sont inférieurs aux valeurs réglementaires (5 mg/Nm³ et 35 g/tv) sauf pour la concentration mesurée en 2004. L'exploitant précise que l'origine des HF reste à déterminer.

- Les flux spécifiques en métaux totaux sont inférieurs à la valeur réglementaire (35 g/tv) même si les valeurs maximales de concentrations autorisées (5 mg/Nm³) sont parfois dépassées (2004 et 2006).

Justification par l'exploitant des mesures de surveillance des impacts

✓ *Consommation en eau*

- Le site est alimenté en eau par deux réseaux distincts pour couvrir les besoins : en eaux industrielles dans le cadre du procédé et en eau potable essentiellement pour la fabrication d'eau osmosée pour alimenter les circuits d'eau en circuit fermé, la chaudière et certaines étapes du procédé.

- Les consommations brutes sont en diminution, en particulier pour l'eau potable, de 10 à 40 % par an depuis 2003. Cette baisse de la consommation est essentiellement liée à une réduction du fonctionnement de la chaudière (système de pulvérisation des brûleurs du four). La consommation en eau industrielle reste stable depuis 2001 (entre 0,35 et 0,44 m³/tv). Les deux pics de consommation en 2003 et 2005 s'expliquent par les conditions climatiques estivales qui n'ont pas permis un recyclage optimal des eaux de refroidissement des tours aéroréfrigérantes.

✓ *Rejets aqueux*

- Les eaux industrielles sont traitées via une station de pré-traitement interne puis évacuées vers la station d'épuration (physico-chimique) communale de la ville de Béziers. Les teneurs en métaux de rejets de O-I manufacturing respectent les concentration maximale admissible pour l'épandage des boues et ne présentent donc pas d'impact sur les boues de la STEP de Béziers.

- Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (espaces verts, toitures...) rejoignent directement le cours d'eau le Lirou alors que les eaux de ruissellement collectées transitent dans des déshuileurs-débourbeurs avant leur rejet dans le Lirou. Le flux total rejeté dans ce cours d'eau est du même ordre de grandeur que les charges en hydrocarbures des eaux de ruissellement sur les autoroutes. La qualité des eaux du Lirou est globalement bonne à l'exception des matières phosphorées et des micro-organismes (mesures ponctuelles menées en 2001 et 2002 à 2 km en aval du site).

✓ *Rejets atmosphériques et odeurs*

- L'étude d'impacts établie en 1999 avait admis que les risques d'atteinte de la qualité du raisin des vignes avoisinantes étaient négligeables dans la mesure où les rejets présentaient moins de caractère polluant qu'une circulation importante des véhicules divers sur une route nationale.

- Les valeurs des concentrations calculées par modélisation pour l'évaluation des risques sanitaires en août 2006 sont inférieures aux valeurs toxicologiques de référence.

- Le site ne génère pas d'odeurs spécifiques dans les alentours.

✓ *Bruits et vibrations*

- La campagne de mesures de novembre 2001 conclut que :

- l'ensemble des niveaux acoustiques réalisés en période diurne et nocturne est inférieur aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral,
- les émergences acoustiques mesurées sont inférieures à celles fixées par l'arrêté préfectoral.

- Aucune source générant des nuisances vibrantes notables n'est répertoriée sur le site.

Justification par l'exploitant des risques résiduels liés aux émissions chroniques

Risques pour la santé

Les nuisances et risques résiduels pour la santé liés aux émissions chroniques ont été analysés et quantifiés dans une étude remise en août 2006. Les substances retenues pour l'évaluation des risques sanitaires sont :

- SO₂, poussières, HCl, vanadium, plomb et cadmium pour l'évaluation des effets avec seuil (inhalation),
- vanadium, plomb et arsenic pour l'évaluation des effets avec seuil (ingestion),
- chrome VI, cadmium et arsenic pour l'évaluation des effets sans seuil (inhalation),
- arsenic pour l'évaluation des effets sans seuil (ingestion).

Les voies d'exposition étudiées sont l'inhalation et l'ingestion.

Pour les habitations les plus exposées :

- L'indice de risque (IR) pour chaque polluant et chaque voie d'exposition est dans tous les cas inférieur à 1. La valeur maximale d'IR obtenue est pour l'arsenic (ingestion).
- La valeur maximale de l'IR global est de 0,89 en raison des effets cumulés du plomb et de l'arsenic. L'évaluation des effets cumulatifs des polluants rejetés dans l'atmosphère n'entraînent pas de risque supérieur à 1.
- L'excès de risque individuel (ERI) par polluant et par voie chimique, inférieur au risque sanitaire lié au fond géochimique, ne génère pas un risque supérieur à 10⁻⁵. Bien que les effets sans seuil soit prédominant pour l'ingestion d'arsenic, l'excès de risque unitaire est de 6.10⁻⁷.
- L'évaluation des effets cumulatifs des polluants rejetés n'entraînent pas d'excès de ERI par organes cibles supérieur à 10⁻⁵.

- L'évaluation des effets cumulatifs des polluants rejetés n'entraînent pas d'excès de risques collectif (ERC) supérieur à 2.10^{-3} .

Sur la base de l'évaluation de l'exposition des populations aux seuls rejets de la verrerie, les valeurs d'indice de risque (IR) ou d'excès de risque unitaire (ERU) sont nettement inférieures aux valeurs guides.

Autres impacts

Les autres impacts sont apparemment faibles (non mesurées pour l'impact sur la faune et la flore aquatique et terrestre).

III - CONCLUSIONS DES EXPERTISES ET INSPECTIONS

Une évaluation des risques pour la santé, remise en août 2006, conclut à l'absence de risques notables pour la santé des voisins, y compris les plus proches.

Une inspection du site a été réalisée par l'inspection en 2006.

Objet de l'inspection	En date du 7/11/2006, une inspection du site a été réalisée par l'inspection des installations classées
Conclusions des inspecteurs	<p>Cette inspection avait pour thème :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi des émissions atmosphériques et la cohérence des flux émis avec d'une part les valeurs limites d'émission prescrites et d'autre part les flux retenus pour l'évaluation des risques pour la santé - le suivi des équipements sous pression (ESP) - la visite de l'aire de dépotage du fuel lourd.
Position de l'exploitant	<p>Un certain nombre d'observations ont été émises.</p> <p>L'exploitant précise par courrier du 19 décembre 2006 qu'il mettra les moyens nécessaires pour respecter, d'ici fin 2008, les valeurs limites de rejets atmosphériques imposées par l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.</p> <p>Il décide de contacter un organisme spécialisé pour déterminer la dérive constatée sur l'opacimètre.</p> <p>Un clapet anti-retour sera installé sur l'installation de dépotage de fuel lourd et que le regard d'égout situé à proximité de l'installation de dépotage sera rendu étanche</p>

IV - OBSERVATIONS ET AVIS RECUEILLIS LORS DES CONSULTATIONS.

S'agissant de l'examen de la nécessité de renforcement des conditions initiales d'autorisation sans modification notable des installations, aucune consultation particulière n'est prévue par le décret 77-1133.

V - ANALYSE DU DOSSIER PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

V.1 - Appréciation de l'évolution des installations

Depuis la dernière enquête publique, aucune modification notable n'est mise en exergue par l'exploitant ou identifiée par l'inspection des installations classées. Le statut administratif des installations du site est inchangé.

V.2 - Appréciation de l'évolution du contexte environnemental

L'identification des intérêts sensibles de l'environnement par l'exploitant n'a pas évolué. En effet, les principaux enjeux sont clairement identifiés en regard des émissions du site : populations à au moins 150 m.

V.3 - Appréciation de l'efficacité des mesures prises par l'exploitant

Les mesures envisagées par l'exploitant permettront de respecter les impératifs réglementaires relatifs aux rejets de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Les choix technologiques sont cohérents avec les recommandations issues des meilleures techniques de production dans la branche d'activité.

L'inspection des installations classées valide ces choix en imposant les valeurs de rejets suivantes

- SO_x : 300 à 900 mg/Nm³ en fonction du type de combustible utilisé – utilisation de fuel TBTS ;
- NO_x : 600 mg/Nm³ - mise en place de brûleurs low NO_x ;
- Poussières : 30 mg/Nm³ - mise en place de filtre électrostatique ;
- HCl : 30 mg/Nm³ - utilisation des hottes aspirantes ;
- HF : 5 mg/Nm³ - utilisation des hottes aspirantes ;
- Métaux (Cd, Hg, Tl, As, Co, Ni, Se, Pb, Sb, Cr total, cu, Sn, Mn, V) : valeurs de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale et valeurs du BREF « Verreries ».

L'inspection des installations classées propose par ailleurs de réviser et compléter les valeurs maximales des rejets aqueux (substances entrant dans la fabrication des verres : métaux...) et la fréquence d'autosurveillance de ces paramètres.

VI - PROPOSITIONS DE SUITES DE L'INSPECTION

Dans le cadre du présent rapport il a été procédé à l'examen particulier :

- Des informations fournies par la société O-I MANUFACTURING FRANCE en vue du réexamen des conditions initiales d'autorisation de l'exploitation de ses installations de production sur le site de Béziers ;
- Des obligations découlant des textes applicables à ce type d'installations ;
- De la documentation des Meilleures Techniques disponibles, et notamment des BREFs « Verreries » et « principes généraux de surveillance » ;
- De la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier l'éloignement des populations riveraines qui se trouvent à 150 m pour les plus proches ;
- Des mesures et performances présentées par l'exploitant, et des améliorations qu'il a apportées à ses installations depuis leur mise en service,
- Des améliorations qu'il envisage suite à l'élaboration du bilan de fonctionnement.

Cet examen a permis de faire les constats suivants, compte tenu de la taille des installations, de la nature et de l'importance des modifications apportées par l'exploitant depuis l'autorisation initiale, et des enjeux environnementaux,

- Les niveaux d'émission sur lesquels s'est engagé la société O-I MANUFACTURING FRANCE sont pour ce qui concerne les rejets en SO₂, NO_x, poussières, HCl, HF et métaux, sont compatibles avec ceux des meilleures techniques disponibles dans ce secteur industriel.

Pour les principales thématiques identifiées compte tenu des textes en vigueur, des performances et des coûts des meilleures techniques disponibles, de la sensibilité des voisinages, il est proposé de renforcer l'encadrement du fonctionnement des installations, en fonction des résultats de la présente analyse intégrée de la situation environnementale du site.

Les prescriptions correspondantes, font l'objet du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe au présent rapport.

Les principales dispositions sont regroupées et résumées dans le tableau ci-après.

Thématique générale	Dispositions complémentaires prévues par l'exploitant	Dispositions additionnelles proposées par l'inspection des IC
Connaissance des enjeux environnementaux, des impacts, des risques accidentels	Pas de mesure complémentaire	Pas de mesure complémentaire
Efficacité énergétique	Etude de différentes pistes de récupération d'énergie et chasse au gaspillage	Prendre en compte l'efficacité énergétique pour les MTD choisies
Mesures à la source permettant de réduire les émissions	- Optimisation des méthodes de graissage des machines - Mise en place d'un électrofiltre	Réduire les quantités de poussières, NOx, gaz acides et métaux émis pour respecter l'arrêté ministériel du 12 mars 2003
Traitement des rejets	Mise en place de : - brûleurs Low NOX - électrofiltre	Inscrire la réduction des émissions atmosphériques (de poussières, NOx, gaz acides et métaux) comme thème prioritaire dans le cadre du management environnemental de l'exploitant
Production de déchets	Pas de mesure complémentaire	Pas de mesure complémentaire
Surveillance des émissions	Pas de mesure complémentaire	Pas de mesure complémentaire
Surveillance des impacts	Aucune	Mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air
Management des performances environnementales	Pas de mesure complémentaire	Système de management permettant de garantir la mise en œuvre d'une démarche de progrès documentée

VII - CONCLUSION

Dans ces conditions, considérant :

- qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- qu'en application des dispositions de l'article 3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 le contenu des études doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement,
- qu'en application des dispositions de l'article 17 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

- qu'en application des dispositions de l'article 17 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées l'arrêté d'autorisation fixe les moyens d'analyses et de mesures nécessaires au contrôle de l'installation et à la surveillance de ses effets sur l'environnement
- qu'en application des dispositions de l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées « Des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié. »;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation doivent être renforcées pour réduction des émissions de SO₂, NO_x, poussières, HCl, HF et métaux par traitement ponctuel, collecte et traitement systématique des sources, à des niveaux correspondants à l'usage des meilleures techniques disponibles ;
que simultanément la connaissance et la mesure de ces émissions doivent être renforcées ;

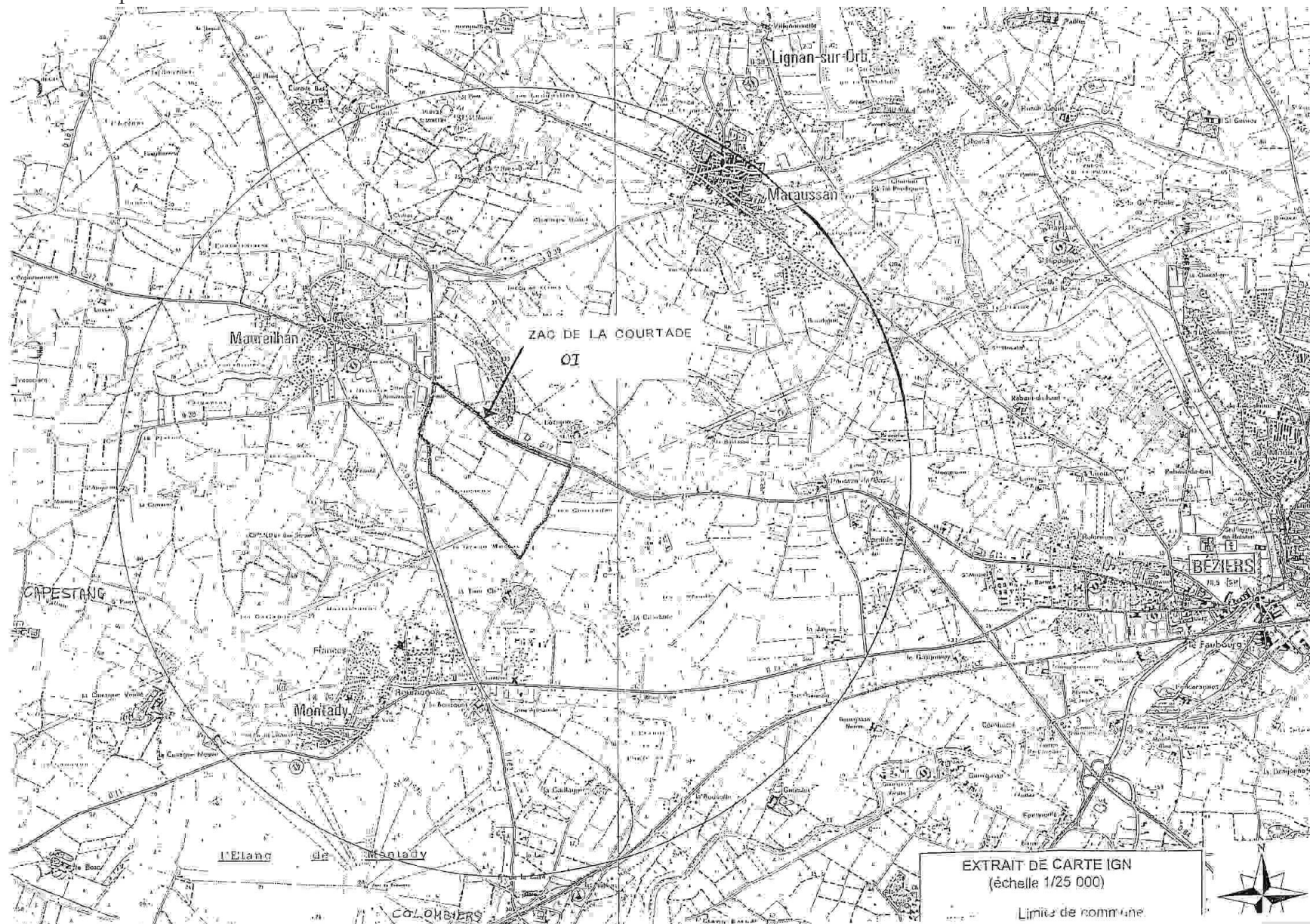
il est proposé de permettre la poursuite de l'exploitation des activités de la société O-I MANUFACTURING à Béziers conformément aux dispositions du projet d'arrêté ci-joint.

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté préfectoral.

L'inspecteur des installations classées,

Vu et transmis avec avis conforme
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines

Annexe 1 - Plan et photo de situation





Annexe 2 - Plan et photo des installations

